



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA LOIRE

DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTÉRIELLES
ET EUROPÉENNES
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Affaire suivie par Claire-Lise SOUVIGNET :
Téléphone 04.77.48.45.25 :
Courriel : claire-lise.souvignet@loire.pref.gouv.fr

Le Préfet de la Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Dossier n° : 80/4765

Opération n° 2008/1106

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment ses articles L 514-2 et R 512-38 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 juillet 1981 modifié réglementant les activités exercées par la société VITALE RECYCLAGE sur le territoire de la commune de SAINT-CYPRIEN – Les Grandes Terres ;

VU le récépissé de déclaration du 27 juillet 2006, délivré à la société VITALE RECYCLAGE pour des activités de broyage et le stockage de bois au titre des rubriques 2260.2 et 1530.2 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 août 2008 imposant des prescriptions à la société VITALE RECYCLAGE suite à l'incendie du 22 août dernier ;

VU le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 1er septembre 2008 constatant que la **Société VITALE RECYCLAGE** exploite à SAINT-CYPRIEN - Les Grandes Terres une installation dont l'exploitation relève de la réglementation applicable aux installations classées au titre de la rubrique 167a de la nomenclature sans avoir effectué les formalités de demande d'autorisation requises ;

CONSIDERANT que les activités autorisées par l'arrêté préfectoral du 27 juillet 1981 n'ont pas été exploitées depuis plus de 2 années consécutives et que par conséquent ce dernier cesse de produire effet, en application de l'article R 512.38 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que l'exercice de l'activité relevant de la rubrique 167a de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement n'est pas autorisé sur le site ;

CONSIDERANT que les activités étaient exercées au delà des seuils fixés pour bénéficier d'un récépissé de déclaration pour la rubrique 1530 (stockage de bois) ;

CONSIDERANT que l'installation est momentanément hors d'usage par suite de l'incendie du 22 août 2008 ;

CONSIDERANT que les conséquences de l'incendie induisent des effets portant atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement susvisé ;

.../...

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation administrative afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR PROPOSITION de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1er : La Société **VITALE RECYCLAGE** est mise en demeure de déposer dans **un délai de 2 mois**, un dossier de déclaration ou de demande d'autorisation, suivant le cas, établi conformément aux dispositions de l'article R 512-47 ou R 512-3 du Code de l'Environnement, pour son installation exploitée à SAINT-CYPRIEN - Les Grandes Terres .

ARTICLE 2 : Les travaux ou études nécessaires pour satisfaire aux dispositions de l'article ci-dessus sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 3 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 514-2 du Code de l'Environnement susvisé.

ARTICLE 4 : En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 5 : M. le Sous-Préfet de MONTBRISON, M. le Maire de SAINT-CYPRIEN et M. l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le

- 3 SEP. 2008

[Signature]
 Pour le Préfet,
 et par délégation,
 Le Secrétaire Général
[Signature]
 André DUBREUIL